IMPRIM'VERT*Imprimerie Rotographie 93100

POUR PRÉPARER UNE CONTRE-OFFENSIVE DU MONDE DU TRAVAIL ET DE LA JEUNESSE

VOTEZ ET FAITES VOTER PHILIPPE POUTOU

a grève générale continue en Guyane. Le gouvernement français a refusé lundi les nouvelles exigences du col-■ lectif « Pou Lagwiyann dékolé » qui après avoir refusé la promesse dérisoire de crédits d'un milliard d'euros sur plusieurs années, réclame aujourd'hui 2,5 milliards « tout de suite » pour rattraper le retard scandaleux que connaissent entre autres la santé et l'éducation. Cazeneuve a eu le culot de juger ces demandes « irréalistes » et a justifié hypocritement son refus par le changement de gouvernement prochain. Il avait déjà fallu des semaines de mobilisation dont une de grève générale, le blocage des ports, des aéroports et du centre spatial de Kourou, des manifestations qui ont rassemblé près de 10 % de la population pour que le gouvernement se résigne à négocier. Devant la détermination du mouvement, la ministre de l'Outre-Mer avait dû présenter officiellement ses excuses au « peuple guyanais » et le gouvernement promettre des crédits qui sont loin de faire le compte au regard de l'abandon dans lequel l'État français a laissé ce territoire sur lequel il impose sa domination coloniale.

Alors que de Kourou sont lancées les fusées Ariane, un sommet de technologie, 30 % des Guyanais n'ont pas accès à l'électricité ni à l'eau potable, 22,3 % de la population active est au chômage -40 % chez les jeunes-, une famille sur deux vit sous le seuil de pauvreté. Ces chiffres sont le double des mêmes indicateurs en France, tout comme le prix des aliments les plus indispensables. La situation dans l'enseignement et les hôpitaux est catastrophique.

Le poison de la division et de la haine

Pour Marine Le Pen, le seul problème serait « l'insécurité » qui aurait pour origine la forte immi-

gration que connaît le pays, et la solution, l'augmentation des forces de police et de gendarmerie. Elle promet en outre des sortes de zones franches prioritaires au bénéfice

du patronat local.

Fillon tient à peu près le même discours avec le même objectif, essayer de faire

en sorte que les travailleurs, avec ou sans emploi, se retournent contre des gens au moins aussi exploités qu'eux parce qu'ils seraient « étrangers » -alors que ces derniers viennent du même

continent et pas d'un pays à 7000 kilomètres de là.



Et des promesses illusoires

Le petit Macron, lui, s'indigne : « Bloquer les aéroports, bloquer la ville, ce n'est pas acceptable. Il faut en revenir à la raison et au calme » et de promettre beaucoup pour ce « département français » en terme d'investissements publics.

Hamon et Mélenchon, eux, ont exprimé une solidarité à l'égard des Guyanais et dénoncé la situation catastrophique dans laquelle ils vivent. Mais outre qu'il n'est pas question pour eux de remettre en cause le statut colonial de la Guyane, par quels moyens vont-ils mettre en œuvre les mesures même très limitées qu'ils avancent ? Il faudrait changer la constitution, dit Mélenchon, changer les lois. Certes, mais il n'est pas question dans son programme de s'en prendre aux grands groupes capitalistes dont la mainmise appauvrit, avec l'aide de l'État, toute la population, pour enrichir les plus riches. Tout juste parle-t-il, concernant le secteur bancaire par exemple, de nationaliser BNP Paribas et la Société Générale alors que c'est l'ensemble du secteur bancaire et financier qu'il faudra exproprier pour créer un monopole public bancaire et annuler la dette de l'État.

Nous sommes toutes et tous Guyanais

La Guyane le montre bien. C'est seulement par nos luttes et notre mobilisation que nous pouvons nous faire entendre et imposer nos droits, les mesures d'urgence répondant aux besoins de toute la population : la diminution du temps de travail jusqu'à la résorption du chômage, la création massive d'emplois dans les services publics, l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minimas sociaux. L'argent, les richesses existent. Il faut exproprier les grandes fortunes et que les travailleurs contrôlent démocratiquement la marche de l'économie et de l'Etat.

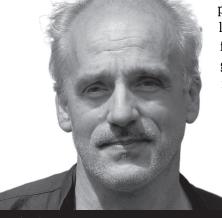
Le 23 avril prochain, vous pourrez le dire en votant Philippe Poutou.

Votez et faites voter pour l'un d'entre nous,

Votez pour un ouvrier, votez pour un anticapitaliste,

Votez Philippe Poutou.

Mardi 04 avril 2017



Philippe Poutou
ouvrier, candidat anticapitaliste
poutou2017.org
philippe Poutou